















CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY
DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

APPEL D'OFFRES OUVERT

Fourniture de viandes, volailles fraîches et viandes cuites

Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP AO_2024_114

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture de viandes, volailles fraîches et viandes cuites</p>
	<p>Acheteur : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p> <p>L'accord-cadre fait l'objet d'un groupement de commandes. Mandataire : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Etablissements du RAHL concernés : Adresses des sites de livraison indiquées dans les documents de consultation</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 4 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES	6
ARTICLE 2.	PRESENTATION DU CONTRAT.....	6
2.1.	OBJET DU CONTRAT	6
2.2.	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES.....	6
2.3.	DIVISION EN LOTS	7
2.4.	FORME DU CONTRAT	7
2.5.	DURÉE DU CONTRAT	8
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	8
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	8
3.2.	CPV : CLASSIFICATIONS PRINCIPALES CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS	8
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC	8
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	9
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	9
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
6.3.	SOUS-TRAITANCE	9
6.4.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	9
PARTIE 3.	ENGAGEMENTS DES PARTIES	11
ARTICLE 7.	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	11
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE.....	11
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	11
7.3.	MONNAIE DE COMPTE	11
7.4.	CONFORMITE DES PRESTATIONS.....	11
7.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	12
7.6.	CONTINUITE D'EXECUTION	12
ARTICLE 8.	OBLIGATION DU BENEFICIAIRE	12
ARTICLE 9.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	12
ARTICLE 10.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	13
10.1.	FINALITÉS.....	13
10.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	13
10.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	13
10.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
10.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES	14
10.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 11.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION	14
11.1.	À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	14
11.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	14
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	16
ARTICLE 12.	CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
12.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	16
12.2.	DETERMINATION DES PRIX.....	16
12.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	16
12.4.	VARIATION DES PRIX	16
12.5.	OFFRES PROMOTIONNELLES.....	20
12.6.	REMISE SUR CATALOGUE	20
ARTICLE 13.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	21
13.1.	FACTURATION.....	21

13.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	22
13.3.	CESSION DE CREANCE.....	22
13.4.	DELAI DE PAIEMENT.....	22
ARTICLE 14.	AVANCE	23
PARTIE 5.	MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	24
ARTICLE 15.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	24
ARTICLE 16.	PASSATION DES COMMANDES	24
ARTICLE 17.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 18.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	25
18.1.	RESPONSABILITÉ	25
18.2.	ASSURANCES	26
ARTICLE 19.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	26
19.1.	AJOUT D'ETABLISSEMENTS.....	26
19.2.	CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	26
ARTICLE 20.	EVALUTATION DES FOURNISSEURS	26
ARTICLE 21.	LOI EGALIM	26
PARTIE 6.	VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE	27
ARTICLE 22.	VERIFICATION DES PRESTATIONS	27
22.1.	VERIFICATIONS SIMPLES	27
22.2.	VERIFICATIONS APPROFONDIES	27
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	28
ARTICLE 23.	PÉNALTÉS	28
23.1.	PENALITES DE RETARD.....	28
23.2.	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION.....	28
23.3.	PENALITES SUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION.....	28
23.4.	PENALITE SUR LITIGES D'ORDRE ADMINISTRATIF	28
23.4.1.	SUR UNE COMMANDE.....	28
23.4.2.	SUR UNE FACTURATION	28
23.4.3.	SUR UN BORDEREAU DE LIVRAISON	28
ARTICLE 24.	CAS DE RÉSILIATION	29
ARTICLE 25.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	29
ARTICLE 26.	DIFFERENTS ET LITIGES	29
26.1.	MÉDIATEUR INTERNE	29
26.2.	TRIBUNAL COMPETENT	30
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	31

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les membres partis au Réseau des Acheteurs Hospitaliers Lorrains (RAHL) ont constitué un groupement de commandes – le groupement de commandes des hôpitaux lorrains - en vue de permettre aux établissements adhérents de réaliser en commun leurs achats de la filière Restauration (alimentaires et non alimentaires)

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-7 du code de la commande publique, le CHRU de Nancy, désigné coordonnateur de ce groupement de commandes, signe et notifie un marché unique et les établissements adhérents s'assurent de la bonne exécution du marché pour ce qui les concerne.

Le CHRU de Nancy, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, est compétent en phases de passation et d'exécution du marché pour :

- Procéder, dans le respect des dispositions du droit de la Commande Publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché public ;
- Procéder aux choix des titulaires, après avis des membres du groupement recueillis suite à la présentation de l'analyse des offres ;
- Signer et notifier le marché public ;
- Transmettre aux membres les pièces contractuelles des lots qui les concernent ;
- Procéder, dans une certaine mesure, à l'exécution du marché public et notamment procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché public,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché public,
- Prononcer la résiliation du marché public,
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement de commandes, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement bénéficiaire et des recours contentieux formés par ou contre un établissement bénéficiaire à titre individuel ;
- Réaliser le suivi économique, financier et d'exécution du marché public à partir des données transmises par les bénéficiaires ou les prestataires.

Les établissements adhérents du groupement de commandes assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

ARTICLE 2. PRESENTATION DU CONTRAT

2.1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture de viandes, volailles fraîches et viandes cuites pour les établissements bénéficiaires du groupement de commandes constitué par le Réseau des Acheteurs des Hôpitaux Lorrains.

2.2. ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Les établissements bénéficiaires du présent contrat sont recensés en annexes 1 et 2 au présent CCAP

2.3. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit :

- **Lot n° 1: Bœuf, veau et agneau/mouton**
- **Lot n° 2: Porcs**
- **Lot n° 3: Volailles**
- **Lot n° 4: Viandes cuites**

La liste des produits référencés à l'intérieur de chacun de ces lots est détaillée dans le bordereau de prix unitaires « DF_BPU ».

2.4. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5 et R. 2162-6 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Il sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

Lots	Montant minimum de commande sur la durée du marché	Montant maximum de commande sur la durée du marché
Lot n° 1	Sans	10.400.000,00 € HT
Lot n° 2	Sans	2.288.000,00 € HT
Lot n° 3	Sans	6.760.000,00 € HT
Lot n° 4	Sans	2.080.000,00 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le bordereau de prix unitaires « DF_BPU » correspondent aux besoins annuels prévisionnels connus à ce jour et ne sont pas contractuelles.

2.5. DURÉE DU CONTRAT

Durée initiale de cet accord-cadre : 24 mois

Date de début prévue : 1 avril 2025

Date de fin prévue : 31 mars 2027

Pour l'ensemble des lots, la durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la date de début prévue si la notification d'attribution est antérieure à cette date.

Le présent marché est reconductible une fois tacitement.

La durée de la reconduction est identique à celle du marché initial.

Reconduction 1 : 24 mois (au 31 mars 2029)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHE PUBLIC

3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES

10.07	Viandes et charcuteries (autres que surgelés ou en conserve apertisées)
-------	---

3.2. CPV : CLASSIFICATIONS PRINCIPALES CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 15110000-2 - Viande

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 1 : Bœuf, veau et agneau/mouton

15111100-0 - Viande de bœuf

15111200-1 - Viande de veau

15115000-7 - Viande d'agneau et de mouton

Lot n° 2 : Porcs

15113000-3 - Viande de porc

Lot n° 3 : Volailles

15112000-6 - Volaille

15112100-7 - Volaille fraîche

Lot n° 4 : Viandes cuites

15119000-5 - Viandes diverses

ARTICLE 4. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (Bordereau des Prix Unitaires)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- L'offre technique

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES

6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique "Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy" est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

6.4. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 7. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un bénéficiaire.

7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7.4. CONFORMITE DES PRESTATIONS

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit

occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

7.6. CONTINUITE D'EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

ARTICLE 8. OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le bénéficiaire garantit l'exclusivité au titulaire.

ARTICLE 9. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

ARTICLE 10. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les établissements bénéficiaires du marché, tels qu'identifiés dans le présent CCAP, s'engagent à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel des établissements bénéficiaires dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

10.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

10.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

10.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

10.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

10.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

10.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

ARTICLE 11. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

11.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

11.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

-Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre: Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.

-Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre et commercialisation de produits de remplacement : Le titulaire pourra proposer de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial. En cas de désaccord, l'établissement se

réserve le droit de résilier l'accord-cadre relatif au lot concerné, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

-Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier le marché relatif au lot concerné, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 12. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

12.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

12.2. DETERMINATION DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Ainsi les taxes réglementaires, autre que la TVA et CVO Interbev doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat.

Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Les prix de référence de l'accord-cadre sont les prix unitaires HT de chacun des produits référencés dans le bordereau de prix « DF_BPU ».
Ils comprennent 3 chiffres après la virgule au maximum.

Dans tous les cas, l'offre précise pour chaque article, le prix unitaire hors taxes, et indique obligatoirement si des taxes, autres que la T.V.A de 5.5% seront appliquées sur le prix lors de la facturation (exemple taxe Interbev), en indiquant le pourcentage et le montant.

Dans le cas contraire, ces taxes réglementaires ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire, en cours d'exécution du marché.

Les prix unitaires HT à la date de commande sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Un minimum de commande est instauré pour chacun des lots.

La livraison se fera franco de port au-dessus de ces minimas de commande.

En dessous de ces minimas, les frais de transport des fournitures seront facturés aux Etablissements bénéficiaires.

Le fournisseur indiquera dans son offre le montant des frais de port pour toute livraison inférieure à ces minimas de commande.

12.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

12.4. VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse dans les conditions définies ci-après. La demande de révision de prix peut être à l'initiative du coordonnateur ou du titulaire.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La première révision des prix sera appliquée à la date de début d'exécution de l'accord-cadre.

Lot 1 "Bœuf, veau et agneau/mouton"

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés mensuellement à compter du commencement du délai d'exécution du marché.

Les prix révisés, portés à la connaissance des membres du groupement dans les délais prévus, seront applicables à compter de la première commande de la période considérée.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié. En cas d'interruption définitive de la cotation, les parties au présent marché conviendront d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont déterminés dans «DF_BPU» par rabais ou majoration en coefficients (avec 3 chiffres maximum après la virgule) par rapport à une cotation de référence France Agrimer définie pour chaque catégorie de viande dans le paragraphe ci-après et selon le stade de préparation et de présentation.

Qu'ils représentent un rabais ou une majoration, ces coefficients restent fixes durant la durée d'exécution du marché.

Les prix révisés doivent parvenir par mail à chaque établissement adhérent, au plus tard la dernière semaine du mois de parution, faute de quoi ils ne pourront être pris en compte et les prix du mois précédent continueront à être utilisés pour la totalité du mois en cours.

Les prix de règlement ainsi déterminés seront applicables du premier au dernier jour du mois en cours (ex : les moyennes mensuelles de cotation du mois de janvier détermineront, compte tenu des coefficients propres à chaque pièce de viande, les prix pratiqués du mois de février).

Par exception, si les prix révisés constituent une baisse par rapport aux prix pratiqués, le coordonnateur du groupement se réserve la possibilité d'en demander leur application à tout moment au cours du mois considéré.

Les prix proposés seront basés sur les cours mensuels suivants :

• Viande de Bœuf

Définition des produits : Muscles et pièces sous vide.

Détermination des prix : les prix proposés pour la viande fraîche de bœuf par les candidats seront basés sur la Cotation hebdomadaire « Les MARCHES » - VIANDE DECOUPES - GROS BOVINS – BOVINS DE BOUCHERIE – Rungis - Vache (carcasse) France R. Une moyenne mensuelle sera calculée (dernière du mois M-2 et les 3 premières M-1).

• Viande de Veau

Définition des produits : Muscles et pièces sous vide.

Détermination des prix : Les prix proposés pour la viande fraîche de veau par les candidats seront basés sur les cours suivants : Moyennes mensuelles RNM FranceAgriMer – Veau de boucherie entrée abattoir - Rosé Clair R – Moyenne des 2 zones :

- VEAU (carcasse) rose clair FRANCE Cat R
- VEAU (carcasse) rose clair UE Cat R

• Viande d'Agneau

Définition des produits : Muscles et piécés sous vide

Détermination des prix : les prix proposés pour la viande fraîche d'agneau par les candidats seront basés sur les cours suivants : Moyennes mensuelles RNM FranceAgriMer – AGNEAU (carcasse) - 16-22 kg – Cat. R - Moyenne des 2 zones :

- AGNEAU (carcasse) 16-22 kg - catégorie « R » FRANCE - rubrique « COUVERT »
- AGNEAU (carcasse) 16-22 kg - catégorie « R » UE - rubrique « COUVERT »

La cotation de référence pour l'établissement de l'offre du présent marché est celle relative aux moyennes mensuelles de novembre 2024.

Lot 2 "Porcs"

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés mensuellement à compter du commencement du délai d'exécution du marché.

Les prix révisés, portés à la connaissance des membres du groupement dans les délais prévus, seront applicables à compter de la première commande de la période considérée.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié. En cas d'interruption définitive de la cotation, les parties aux présents marchés conviendront d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont déterminés dans «DF_BPU» par rabais ou majoration en coefficients (avec 3 chiffres maximum après la virgule) par rapport à une cotation de référence France Agrimer définie pour chaque catégorie de viande dans le paragraphe ci-après et selon le stade de préparation et de présentation.

Qu'ils représentent un rabais ou une majoration, ces coefficients restent fixes durant la durée d'exécution du marché.

Les prix révisés doivent parvenir par mail à chaque établissement adhérent, au plus tard la dernière semaine du mois de parution, faute de quoi ils ne pourront être pris en compte et les prix du mois précédent continueront à être appliqués pour la totalité du mois en cours.

Les prix de règlement ainsi déterminés seront applicables du premier au dernier jour du mois en cours (ex : les moyennes mensuelles de cotation du mois de janvier détermineront, compte tenu des coefficients propres à chaque pièce de viande, les prix pratiqués du mois de février).

Par exception, si les prix révisés constituent une baisse par rapport aux prix pratiqués, le coordonnateur du groupement se réserve la possibilité d'en demander leur application à tout moment au cours du mois considéré.

Les prix proposés seront basés sur les cours mensuels suivants :

- Viande de porc

Définition des produits : Longe sans travers ni palette

Détermination des prix : Les prix proposés pour la viande fraîche de porc par les candidats seront basés sur la cotation PORCINS – PORC - Moyenne mensuelle - Rungis/synthèse hebdomadaire du journal « LES MARCHES ».

La cotation de référence pour l'établissement de l'offre du présent marché est celle relative aux moyennes mensuelles de novembre 2024.

Lot 3 "Volailles"

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés trimestriellement à compter du commencement du délai d'exécution du marché.

Les prix révisés, portés à la connaissance des membres du groupement dans les délais prévus, seront applicables à compter de la première commande de la période considérée.

Si les prix révisés constituent une baisse par rapport aux prix pratiqués, le coordonnateur du groupement se réserve la possibilité d'en demander leur application à tout moment au cours du trimestre considéré.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié. En cas d'interruption définitive de la cotation, les parties aux présents marchés conviendront d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont révisables trimestriellement sur la base de l'indice ITAVI.

Les indices ITAVI se trouvent sur le site internet itavi.asso.fr, « Indice coût matières premières calculé par l'ITAVI » à télécharger en pdf.

Le prix hors taxe se décompose de la manière suivante :

$$P_n = 0,30 \times P_0 + 0,70 \times (P_0 \times I_n / I_0)$$

P_n : prix révisé de l'article après la n ème révision

P_0 : prix HT initial de l'offre au mois M_0

I_n : dernier indice ITAVI connu à la n ème révision

I_0 : indice ITAVI connu au mois M_0

La partie fixe pour les produits soumis à révision trimestrielle sur la base de l'indice ITAVI est fixée invariablement à 30%.

Pendant toute la durée du marché, les prix seront révisés par application du dernier indice ITAVI connu selon la fréquence suivante : Mars (mois de référence Janvier), Juin (mois de référence Avril), Septembre (mois de référence Juillet), Décembre (mois de référence Octobre).

Lot 4 "Viandes cuites":

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix révisés, portés à la connaissance des membres du groupement dans les délais prévus, seront applicables à compter de la première commande de la période considérée.

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché, puis pourront être révisés annuellement à la hausse ou à la baisse.

La demande de révision doit être accompagnée d'une note ou de tout document permettant de justifier l'évolution du prix. Le coordonnateur se réserve le droit de demander au titulaire la production de factures attestant l'augmentation des coûts (matières premières, décomposition détaillée des coûts de production...).

L'augmentation des prix ne pourra en aucun cas excéder 2% par période de révision.

Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2%, le coordonnateur pourra négocier l'évolution de tarif avec le titulaire et/ou résilier le marché, par extension des cas listés à l'article 42 du CCAG-FCS

Le cas échéant, le coordonnateur du groupement se réserve la possibilité de demander l'application de prix révisés à la baisse à tout moment au cours de la période en cours.

12.5. OFFRES PROMOTIONNELLES

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des prix et des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique à l'adresse suivante : marches.publics@chru-nancy.fr, la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le CHRU de Nancy. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par les établissements durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre, tels que fixés dans le dernier bordereau des prix unitaires validé, sont à nouveau applicables de plein droit.

12.6. REMISE SUR CATALOGUE

Les fournitures de même nature non recensées lors de la consultation pourront faire partie intégrante de l'accord-cadre et feront l'objet de devis accepté ou de bon de commande valorisé dès lors qu'elles figurent sur le catalogue ou tarif du fournisseur. Ces fournitures devront être en relation directe avec l'objet du marché public et ne devront pas dépasser 10% du montant total du marché.

Le titulaire pourra faire évoluer le contenu de son catalogue une fois par période de révision. La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation du lot par période de

révision. En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation du lot, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

Le titulaire aura ainsi proposé dans son offre une remise sur son catalogue / tarif public.

ARTICLE 13. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit

tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Séverine CLAUDEPIERRE
Acheteuse Restauration
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
Tél. : 03 83 85 94 02
s.claudepierre@chru-nancy.fr

13.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Les comptables assignataires chargés des paiements sont les trésoriers des établissements bénéficiaires.

13.3. CESSION DE CREANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

13.4. DELAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 14. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 15. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
 - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
 - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 16. PASSATION DES COMMANDES

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande, au fur et à mesure des besoins, émis par l'établissement bénéficiaire. Le délai de livraison/exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture/prestation
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux et la date de livraison/exécution
- Les prix unitaires H.T fixés au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Les montants HT et TTC de la commande

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Il reste valide après l'expiration du marché.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

ARTICLE 17. EXECUTION DES PRESTATIONS

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les livraisons présentées en dehors des heures d'ouvertures précisées sur les bons de commandes seront considérées comme non réceptionnées.

Les informations utiles, telles que les adresses de livraison, sont précisées en annexe "DCE_CCAPanx1_Etablissements RAHL".

Le candidat précisera dans son offre les jours possibles de livraison ainsi que le délai minimum entre la commande et la livraison.

ARTICLE 18. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

18.1. RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy, ou à des tiers.

18.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN

19.1. AJOUT D'ETABLISSEMENTS

Le cas échéant, d'autres établissements membres du groupement de commandes du RAHL pourront être intégrés à un ou plusieurs lots de l'accord-cadre au cours de leur exécution, par voie d'avenant.

19.2. CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

ARTICLE 20. EVALUTATION DES FOURNISSEURS

Tous les ans, une évaluation de la performance des fournisseurs/prestataires sera effectuée par l'acheteur. En cas d'évaluation non satisfaisante, le fournisseur s'engage à mettre en place un plan d'action d'amélioration.

ARTICLE 21. LOI EGALIM

Le titulaire devra transmettre, à année échue, à chaque établissement les statistiques d'achats par lot en produits durables et de qualité entrant dans le décompte EGALIM.

ARTICLE 22. VERIFICATION DES PRESTATIONS

22.1. VERIFICATIONS SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées au moment de la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie à l'accord-cadre ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Plusieurs types de contrôles qualitatifs seront également effectués à la livraison des produits :

- État des emballages
- Caractères physiques (aspect général, couleur, calibres, catégories, classe, etc.)
- État de propreté des véhicules de livraison et des livreurs
- État de fraîcheur / DLC / DDM

En cas de non-conformité, le représentant de l'établissement notifie sa décision sur le champ : le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il précisera ;
- Effectuer une nouvelle livraison de la fourniture jugée de mauvaise qualité.

22.2. VERIFICATIONS APPROFONDIES

Ces opérations de vérification qualitative sont effectuées suite à la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre et de la commande.

Le délai imparti à l'établissement pour y procéder et notifier sa décision est de 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Les établissements réalisent des analyses bactériologiques sur les produits reçus. Si les résultats ne sont pas conformes aux normes réglementaires, le titulaire en sera averti dès que possible. Si nécessaire, la Direction Départementale de la Protection de la Population sera alertée. Les produits identiques restant en stock à l'établissement seront repris et échangés dans les meilleurs délais.

La livraison suivante du même produit sera contrôlée au travers d'une nouvelle analyse sur cinq échantillons différents et ces frais d'analyse seront à la charge du fournisseur.

Les établissements pourront demander à chaque titulaire de marché un ou des résultats d'analyses bactériologiques ou physico chimiques pour chaque produit retenu, ainsi qu'une visite de leurs sites de fabrication ou entrepôts de stockage.

ARTICLE 23. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 30% du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCG-FCS, le coordonnateur ne fixe pas de seuil d'exonération des pénalités.

Les pénalités pourront faire l'objet de titres de recette émis par l'établissement concerné.

23.1. PENALITES DE RETARD

Il sera fait application des pénalités de retard définies à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

23.2. PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque au gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

23.3. PENALITES SUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION

En cas de litiges d'ordre technique ou qualitatif (non-conformité produit, non-respect des engagements définis pour le marché (qualité, origine, etc), changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, non-respect du grammage...), une pénalité forfaitaire de 300 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

23.4. PENALITE SUR LITIGES D'ORDRE ADMINISTRATIF

23.4.1. Sur une commande

Lorsque l'établissement constate un défaut qualitatif ou comptable au regard soit du bon de commande soit des documents contractuels (hors retard), la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de commande impactées par la non-conformité x 30€

23.4.2. Sur une facturation

Lorsque l'établissement constate une erreur de facturation par rapport au bordereau de prix, quantités facturées ou autres écarts, la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de facture impactées par la non-conformité x 30€

23.4.3. Sur un bordereau de livraison

La formule suivante est appliquée en cas d'absence du bordereau de livraison = **50€ par bordereau absent**.

Le titulaire a toutefois la possibilité de transmettre, dans les 24h suivant la déclaration de l'établissement, un duplicata du bordereau de livraison évitant la mise en œuvre de la pénalité.

En aucun cas, les phénomènes naturels ne sont considérés comme cas de force majeure générateur d'indemnité.

ARTICLE 24. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 25. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 26. DIFFERENTS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

26.1. MÉDIATEUR INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : mediateur@chru-nancy.fr.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

26.2. TRIBUNAL COMPETENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 25 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services.